



PLAIDOYER MUNICIPALES

Blocage national : retour au local !

De plus en plus préoccupés.es par les enjeux environnementaux, les français.es soutiennent très majoritairement les mesures écologiques testées. Pourtant, l'environnement est absent de la politique nationale. Appel aux élus locaux, le nouvel acte de décentralisation nous envoie peut-être un signe : face à l'urgence et l'inaction nationale, place au local. Les solutions d'adaptation de nos territoires au changement climatique existent et reflètent des besoins de maillage attentifs aux contextes et usages existants. Notre message place ainsi le Vivant comme un allié à soutenir et à protéger pour augmenter qualité de vie et résilience face aux dérèglements climatiques.

LE SAVIEZ-VOUS?

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il y avait **3 570 169 personnes** inscrites sur les listes électorales pour les élections municipales 2020.*

*Source : Région de Provence-Alpes-Côte d'Azur, INSEE.

Les élections du bloc communal

Les élections municipales visent à élire les maires et conseils municipaux des communes mais aussi les conseillers des intercommunalités ou EPCI.

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, on compte :

- 3 Métropoles
- 17 Communautés d'Agglomération
- 32 Communautés de Communes

Les compétences du bloc communal concernent :

SÉCURITÉ ESPACES VERTS
ENFANCE CULTURE SPORTS
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
ACTION SOCIALE ET SANITAIRE
AMÉNAGEMENT DÉCHETS EAU
RESPECT DE LA LOI

ÉLECTIONS CHARNIÈRES

Ces élections municipales 2026 cachent un **enjeu double** : les **élections sénatoriales de septembre 2026**.

La 1/2 des membres du Sénat va être renouvelée au scrutin indirect à travers le vote des grands électeurs (95% sont des délégués des conseils municipaux). En région, la **totalité des 22 sièges va être renouvelée**.

Mobilisons-nous !

Les élections auront lieu les **15 et 22 mars** mais la mobilisation doit commencer **dès maintenant**. Plusieurs moyens d'action existent pour s'engager à différentes échelles :

- Sensibilisez, communiquez et mobilisez
- Informez-vous sur les 3 principes et 32 mesures proposées par le Pacte de la Transition
- Partagez vos priorités et transformez les en revendications concrètes grâce à Mairie-Me
- Interpellez vos candidats et candidates
- Rejoignez un collectif ou une association

Notre objectif

Vous accompagner pour interpellier autour de 5 grandes thématiques des politiques publiques locales :

AXE 1. PROTÉGER, RENATURER ET STOPPER LA DÉGRADATION DES ÉCOSYSTÈMES

AXE 2. CONTRIBUER AU DÉBAT DÉMOCRATIQUE EN METTANT LA PRÉSERVATION DU VIVANT AU CENTRE ET EN IMPLIQUANT LES CITOYENS

AXE 3. DÉFINIR LES CONDITIONS D'UN MODÈLE DE SOCIÉTÉ PLUS ÉGALITAIRE BASÉE SUR UNE SOBRIÉTÉ CHOISIE

AXE 4. AGIR POUR LA SANTÉ ET LE BIEN ÊTRE DU VIVANT EN RÉDUISANT LES POLLUTIONS ET EN PRENANT EN COMPTE LES RISQUES NATURELS, INDUSTRIELS ET SOCIAUX

AXE 5. S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉDUIRE DRASTIQUEMENT LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE



Axe 1. Protéger, renaturer et stopper la dégradation des écosystèmes

Le bassin méditerranéen est identifié comme l'un des **34 « hotspots » de biodiversité planétaire**, c'est-à-dire un territoire à la richesse biologique exceptionnelle et menacé par les activités humaines. Les principales menaces sont la **pression démographique** (+73% d'augmentation depuis 1962) et l'**extension du réseau d'infrastructures** (réseaux de transports routier, d'énergie, d'eau). Au-delà de la préservation des espèces et de leurs habitats, la biodiversité contribue à l'**attractivité sociale, économique et culturelle** du territoire régional et rend de nombreux services (ressources naturelles, régulation des phénomènes climatiques, dépollution, loisirs, cadre de vie, etc.)

1.[Espace de nature remarquable (aires protégées)] Quels engagements comptez-vous prendre pour préserver les aires protégées des atteintes anthropiques ?

La région est couverte à **59% par le réseau d'aire protégées**, soit une majorité des communes de la région. Si la préservation de ces espaces n'est pas du seul ressort de la commune, elle bénéficie d'un certain nombre de levier (**adhésion parc naturel régional, droit de préemption**) pour assurer une protection et une gestion de qualité de ces espaces.

2.[Zéro Phyto] Vous engagerez-vous à arrêter l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques sur l'ensemble des parcelles communales ?

Depuis 2017, le traitement chimique des espaces ouverts au public est strictement encadré. Cependant des disparités continuent d'exister. **La fauche tardive, la gestion différenciée ou le choix des essences locales** permettront d'améliorer la résilience des espaces verts.

3.[Zéro Artificialisation Nette] Dans le cadre du déploiement de la démarche Zéro Artificialisation Nette sur le territoire, avez-vous des espaces privilégiés pour les actions de renaturation ? Si oui, quelles mesures de restauration envisagez-vous ?

Depuis la loi Climat et Résilience d'août 2021, le ZAN a fait couler beaucoup d'encre et reste constamment questionné par les décideurs publics. Pourtant, il représente **une chance de planifier la renaturation de nos villes et villages**. Travaillons en ce sens !

4.[Accès à la nature au quotidien] Préservez vous l'accès à la nature du quotidien ? Par quels moyens ?

Espace rural : renforcer l'accès aux parcelles communales et travailler avec les propriétaires fonciers.

Espace littoral : l'aménagement et la gestion des itinéraires d'accès au littoral.

Espace urbain : assurer aux habitants une trajectoire de végétalisation permettant d'atteindre le 3/30/300.

5.[Dépôts de déchets sauvages] Comment prévoyez vous de limiter et de traiter les dépôts de déchets sauvages présents sur la commune ? Utiliserez-vous l'outil sentinelle de la nature ?

Près de 1 000 000 de tonnes de déchets sont déversés chaque année dans la nature en France. Bordant les routes, amassés sur des espaces délaissés, ces déchets constituent un impact visuel fort pour l'humain mais désastreux pour les écosystèmes. Le maire est l'autorité de police compétente en matière de déchets.



Axe 2. Contribuer au débat démocratique en mettant la préservation du vivant au centre et en impliquant les citoyens

Les enjeux environnementaux, la transition écologique et les conséquences du changement climatique ne peuvent se résoudre sans une **implication pleine et concrète des citoyens et citoyennes**. Il est légitime et constructif que nous puissions contribuer aux décisions concernant notre environnement et notre santé. Toutefois, face au déni démocratique croissant, le sentiment de déconnexion et d'incompréhension avec les élus enflé. Cette réalité est particulièrement prégnante en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il est urgent d'améliorer la **démocratie environnementale** et de garantir un espace de dialogue, d'écoute et de décision.

6.[Informier sur les projets environnementaux] Envisagez-vous d'organiser une consultation locale sur des projets environnementaux pour orienter vos décisions ? Favorisez-vous une participation en amont du projet et/ou lors de sa conception, et comment ?

La participation citoyenne peut être structurée de plusieurs manières (**consultation, concertation, débat public, référendum, pétition, conseils de quartiers, microparlements**, etc) et celle-ci favorise une concrétisation qui répond aux attentes et aux besoins de la commune.

7.[Inclure les citoyens sur la transition à long terme] Allez-vous vous engager à co-construire un projet de transition écologique, économique et sociale à long terme avec les habitants ?

Mener une **transition écologique, économique et sociale juste** nécessite de s'ancrer dans la durée et de **dépasser le cadre temporel du mandat**. Il faut penser la transition et les retombées de chaque projet sur le temps long, comme à l'horizon 2050.

8.[Faciliter l'accès à l'information] Envisagez-vous de créer ou continuer d'alimenter un site gratuit et accessible à tous mis à jour avec les projets publics et les informations relatives à l'environnement ?

La démocratie participative fait face à plusieurs obstacles de tailles : le **manque d'informations** et le **manque de confiance**. Rendre l'information accessible gratuitement et facilement par tous est essentiel. Cela rétablit aussi la confiance et le lien entre représentants et représentés.

9.[Inclure les citoyens sur le volet budget] Envisagez-vous de mettre en place un budget participatif ou une méthode de co-rédaction ? Comment intégrerez-vous l'obligation d'évaluation environnementale du budget ?

Dans un contexte de réduction des dépenses publiques, associer directement les citoyens aux orientations budgétaires et aux priorités permet de construire des **politiques plus efficaces et plus légitimes**.

10.[Protéger les libertés associatives] Allez-vous offrir un espace de discussion et un droit de décision aux associations pour collaborer avec elles ?

Les associations sont des acteurs phares de l'**intérêt général et local**. Vivier d'engagement pour les communes, elles contribuent à un **développement territorial plus solidaire** et portent la voie collective des habitants. Protéger leurs libertés, favoriser une collaboration et valoriser leur participation permet d'approfondir la démocratie autour de valeurs communes.



Axe 3. Définir les conditions d'un modèle de société plus égalitaire basée sur une sobriété choisie

Pour mener la transition écologique à bien, les décideurs politiques doivent impérativement lier **protection de l'environnement et justice sociale**. Alors qu'en 2023 l'INSEE classait la région Provence-Alpes-Côte d'Azur comme la troisième plus pauvre de France métropolitaine, notre territoire est particulièrement touché par la question de précarité. L'échelle locale peut être le cadre idéal pour répondre à la double préoccupation économique et environnementales. Un cadre d'**actions concrètes**, au plus proche des habitants, **conciliant l'écologie et le social** en permettant **à tout le monde d'adhérer aux principes de la transition écologique sans en être exclus**.

11.[Logement social] (Si votre commune est carencée en logement social) Vous engagez-vous sur une amélioration de l'offre en logement social ? Si oui, dans quels délais ?

Notre région est particulièrement **en retard en matière de logement social**. S'y ajoutent le manque de logements dédiés aux étudiants ou bien aux travailleurs saisonniers de l'agriculture ou du tourisme, très nombreux en PACA. Les communes sont tenues par les obligations de la loi SRU et, en cas de défaut, le préfet doit agir.

12.[Intensification des usages de bâtiments publics] Proposerez-vous une diversification des usages des bâtiments communaux ? Si oui desquels ?

Les usages de bâtiments évoluent avec les nouveaux modes d'habiter et en raison de l'obsolescence du bâti. La **rénovation et la diversification des usages** permet de repenser les pratiques. L'objectif est favorable au regard du coût matière réduit et de la limitation de l'artificialisation des sols.

13.[Économie circulaire] Comment compter vous favoriser le réemploi dans la commune ? Soutiendrez-vous des nouvelles ressourceries ?

Solution connue pour **favoriser le réemploi**, le modèle économique des ressourceries reste précaire. Un soutien engagé de la commune pour soutenir les ressourceries nécessite de connaître les difficultés locales des acteurs.

14.[Résidences secondaires] Si votre commune est concernée par une forte présence de résidences secondaires et/ou une multiplication des locations de meublés de tourisme (Airbnb, ...), vous engagez vous à mettre en place des mesures contraignantes ?

Notre région est très (trop) riche en résidences secondaires alors même que **beaucoup ne servent que peu voire très peu** de temps dans l'année (lits froids dans des stations de montagne) et que de nombreuses résidences principales sont devenues des locations meublées à la faveur des plate-formes de location (Airbnb, ...).

15.[Alimentation scolaire] Envisagez-vous une tarification solidaire et une hausse des produits locaux et/ou biologiques dans les cantines communales ?

En région, la restauration scolaire concerne 491 164 écoliers en maternelle et en élémentaire. Les communes ont entre leurs mains différents leviers d'action : **adopter un système de tarification dégressif, protéger les familles face à la précarité alimentaire et budgétaire, favoriser l'achat de produits locaux, soutenir les filières d'agriculture biologique, développer les menues végétariens et végétaliens.**



Axe 4. Agir pour la santé et le bien être du vivant en réduisant les pollutions et en prenant en compte les risques naturels, industriels et sociaux

La préservation des écosystèmes fragiles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur requiert une attention particulière adaptée aux pressions et aux risques. À notre échelle régionale : **risque submersion, sécheresses et inondations** obligent dès aujourd'hui à mettre en place des aménagements coûteux en financements publics mais également coûteux au regard de l'opinion publique. La **santé des écosystèmes et des humains** dépend de notre gestion du risque mais aussi de la préservation des pollutions et nuisances.

16.[Prévention du risque] Prévoyez vous de mettre à jour et ou d'améliorer le plan communal de sauvegarde ?

Une **forte culture du risque** est essentielle car elle favorise la cohérence et la responsabilité dans la gestion des défis potentiels. Le développement d'une culture du risque au niveau local, le **partage d'un diagnostic du territoire**, la **diffusion de l'information** auprès des citoyens et des acteurs socio-économiques permettent ainsi d'augmenter l'implication des citoyens.

17.[Territorialisation de la santé] Comment intégrerez-vous les enjeux de santé liés aux interactions entre la santé humaine, celle des animaux, celle des plantes et la santé des écosystèmes dans les politiques municipales ?

Les collectivités peuvent agir à l'échelle locale en intégrant une approche **Une Seule santé** dans leurs politiques publiques. De nombreux leviers sont à disposition des communes : **limitation des biocides** (intérieur/extérieur), **aménagements pour plus de nature en ville**, travail autour des **circuits d'approvisionnement des cantines scolaires en produits bio...**

18.[Qualité de l'air] Avez-vous intégré un volet qualité de l'air ambiant dans le Plan Climat-Air-Énergie Territorial ? L'amélioration de la qualité de l'air sera-t-elle au cœur de vos politiques communales ?

Favoriser les mobilités douces, supprimer l'emploi des biocides (intérieur/extérieur), **lutter contre le brûlage des déchets verts** et **dialogue** avec les acteurs économiques et industriels pour veiller aux respects de la réglementation sont autant de moyens d'actions à la portée des communes.

19.[Ressource en eau] Comment adapterez-vous le territoire à une diminution de la ressource en eau pour les humains ? Et pour les milieux ?

Notre région sera fortement impactée par des épisodes climatiques extrêmes : sécheresses plus longues, fonte du manteau neigeux plus précoce et inondations plus intenses. Des solutions existent mais elles nécessitent de **penser et d'agir au regard de l'intérêt général** et **d'accepter la réalité observable et modélisable**.

20.[Réduction des déchets à la source] Comment envisagez-vous de réduire les déchets ménagers à la source ?

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur nous restons les plus gros producteurs de déchets de France avec environ 670 kg de déchets annuel et par personne. Plusieurs pistes existent pour réduire ce tonnage : déployer des **systèmes de consigne**, inciter le **vrac chez les commerçants locaux**, donner des **kits de naissance zéro déchets...** Et une idée engageante : **signer la Charte Zéro Plastique**.



Axe 5. S'adapter au changement climatique et réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre

Nous faisons face à deux grands enjeux : la résilience de notre territoire, soit **l'adaptation au changement climatique**, et la **diminution de nos émissions de gaz à effet de serre**. Bien que jongler entre ces deux impératifs semble cornélien, une planification écologique engagée sur ces deux sujets peut exister. Elle doit faire la part belle à des mesures duales : **Solutions Fondées sur la Nature (SFN), agro-écologie** ou **rénovation thermique du bâti**. Les compétences communales permettent un travail de dentelle organisée autour de la **connaissance accrue du territoire**.

21.[Mise en place PCAET] Si votre commune est concernée par un PCAET existant, comment l'appliquer ou l'améliorer ?

Le Plan Climat-Air-Énergie Territorial est un document obligatoire pour les collectivités de plus de 20 000 habitants qui regroupe à la fois **planification et stratégie territoriale** sur **l'atténuation et l'adaptation** au changement climatique, aux enjeux de qualité de l'air ainsi que sur la transition énergétique des territoires. Il est certainement l'outil le plus adapté pour porter des **politiques publiques communales ambitieuses**.

22.[Cartographie îlots de chaleur] Y-a-t-il une cartographie des îlots de chaleur urbain (ICU) ? Si non, envisagez-vous d'en réaliser une et à prendre les mesures adaptées pour les réduire ?

Avec près de 80% de la population vivant en zone urbaine, les îlots de chaleur urbains concernent une partie importante des habitants. Renforcés par le réchauffement climatique, ils peuvent parfois être supérieurs de 10°C aux températures des espaces verts à proximité. Le travail sur les **couleurs des bâtiments**, sur la **pleine terre en ville** ou sur la **canopée** permet de limiter cet écart.

23.[Plan de rénovation énergétique des écoles] Y-a-t-il un diagnostic de l'efficacité énergétique du bâti communal et notamment des écoles ? La rénovation énergétique sera-t-elle un objectif de la prochaine mandature ?

50 % des bâtiments publics sont des lieux d'enseignement scolaire. À l'échelon communal, la **rénovation des écoles** est un des chantiers majeurs et grève le budget communal. Pourtant, la rénovation énergétique reste une chance pour **atteindre la neutralité carbone** et **réduire les dépenses d'énergie des communes**.

24.[Mobilité décarbonée] Comment évaluez-vous l'offre de transports publics du territoire ? Quels chantiers engager en priorité ?

La mobilité décarbonée est une chance pour les territoires métropolitains et ruraux en actionnant à la fois les leviers de **réduction des émissions de polluants atmosphériques**, de **baisse de la dépense de transports des ménages** et de **limitation de la congestion urbaine**. L'échelon local doit être la manœuvre pour **accorder offre de transport et aménagement du territoire**.

25.[Stratégie ENR] Des zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAE nR) ont-elles été identifiées sur votre territoire ? Si non, vous engagez-vous à réaliser ce travail en concertation avec les habitantes et habitants du territoire et en tenant compte des potentialités réelles des zones sélectionnées ?

La définition des ZAE nR a été parcellaire et inégale en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Une réelle **concertation** avec les habitants est essentielle afin de garantir **l'effectivité de l'accélération de la mise en œuvre des projets sans contestation locale**.